

OBSERVATOIRE DE LUTTE

CONTRE LA CORRUPTION ET LES

MALVERSATIONS ECONOMIQUES

INTEGRITE



EQUITE

OBSERVATORY FOR FIGHT

AGAINST CORRUPTION AND

ECONOMIC EMBAZZLEMENT

TRANSPARENCE

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 005/ OLUCOME/04/2019 PORTANT SUR LE
PROJET DE BUDGET GENERAL DE L'ÉTAT IRRÉALISTE DE L'EXERCICE
2019/2020**

«Dans un pays où le taux de pauvreté est de plus de 72%, le taux de croissance économique est nul et 7 sur 10 des burundais vivent en dessous du seuil de la pauvreté, le Parlement burundais en place devrait adopter un budget d'austérité qui met en avant les secteurs porteurs de croissance économique visant à éradiquer la pauvreté extrême au Burundi.»

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) a appris cette semaine, que le Conseil des Ministres vient d'adopter un projet de budget général de l'Etat exercice 2019/2020. Les ressources totales de ce projet de budget sont estimées à 1327, 1 milliards Fbu contre 1237, 1 milliards Fbu pour l'année budgétaire 2018/2019 soit une augmentation de 7,3%. Les charges passent de 1400,7 milliards Fbu pour l'exercice budgétaire 2018/2019 à 1516,2 milliards Fbu pour l'exercice budgétaire 2019/2020 soit un accroissement de 8,2%. Le déficit global de ce projet de budget général de l'Etat 2019/2020 passe de 163,5 milliards Fbu pour l'exercice 2018/2019 à 189,2 milliards Fbu soit une augmentation de 25,7 milliards Fbu. D'après le Gouvernement burundais, les hypothèses macro-économiques prouvent que le taux d'indépendance budgétaire de l'exercice 2019/2020 est estimé à 83,6% contre 81,2% pour l'exercice 2018/2019.
2. L'OLUCOME considère que ce projet de budget général de l'Etat exercice 2019/2020 est un budget de propagande politique, un budget fantaisiste et irréaliste. Normalement, le budget de l'Etat devrait être un miroir de l'état de la démocratie, du redressement économique, de la situation des droits de l'homme, de l'équité sociale et de la meilleure répartition des crédits aux secteurs porteurs de croissance. Cependant, le Gouvernement continue à prendre des mesures fiscales en vue d'augmenter les recettes de l'Etat sans toutes fois prouver dans sa pratique la contrepartie au développement du Burundi. Ceci parce que le taux de pauvreté continue à augmenter. Aujourd'hui, selon la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement le taux de pauvreté au Burundi atteint plus de 72% et les statistiques de l'ISTEEBU montrent que 7 personnes sur 10 au Burundi vivent en dessous du seuil de pauvreté.

ep

3. De plus, le déficit budgétaire continue à augmenter d'année en année. Et ce dernier est financé par la dette intérieure qui a déjà atteint une somme de plus 1600 milliards Fbu. Cette indépendance budgétaire que prône le Gouvernement du Burundi en place à plus de 80% n'est qu'un pur rêve du fait que le Gouvernement demande des dettes chez les privés ou/et des emprunts à la Banque centrale pour mener certains de ces projets occasionnant la dévaluation de la monnaie et l'inflation au Burundi. Bien plus, l'article 70 alinéa 4 de la constitution et la loi organique des finances publiques sont contre toute contribution qui ne passe pas par le budget de l'Etat. D'où ces contributions anticonstitutionnelles demandées par le Gouvernement et les autres serviteurs corrompus ne sont classées que dans les affaires des fonds détournés pour appauvrir de plus en plus la population burundaise déjà misérable.
4. Le budget général de l'Etat que l'OLUCOME veut pour le Burundi serait un budget qui répond à différentes grandes questions ci-après décrites.

1° Par rapport à la question du taux de croissance économique nul actuellement, l'Observatoire voudrait un budget qui met en avant les secteurs porteurs de croissance économique en vue d'accélérer le taux de croissance économique à au moins 5% au cours de l'exercice budgétaire 2019/2020. Ce qui n'est pas le cas pour ce projet de loi de finances 2019/2020. Ainsi, le budget d'austérité qui est dit et non pratiqué par le Gouvernement du Burundi serait d'actualité au cas où les consommations inutiles (les consommations exagérées de carburant, de frais de mission, des fêtes inutiles, ...) seraient laissées de côté dans ce budget général de l'Etat exercice 2019/2020 au détriment des secteurs porteurs de croissance.

2° A la question des achats des biens et services de l'Etat qui occupent plus de 70% du budget général de l'Etat et qui passent par les marchés publics, ces derniers sont attribués à un groupe des adeptes du parti au pouvoir pour la simple raison qu'ils donnent des commissions au parti au pouvoir et chez certains serviteurs corrompus de la République. Et ce budget passant par les marchés publics ne cesse d'augmenter pour continuer à être détourné par ce même groupe des personnes du parti au pouvoir. De ce fait, l'Observatoire voudrait qu'il y ait une rubrique de « Recouvrement des fonds détournés » dans le budget général de l'Etat exercice 2019/2020 d'un montant oscillant entre 200 et 300 milliards Fbu.

3° A la question du déséquilibre de la balance commerciale qui n'est pas évoqué dans ce projet de loi de finances, l'OLUCOME voudrait que les mesures soient prises dans le but de l'augmentation des produits exportables notamment le café, le thé, les minerais en vue d'équilibrer la balance commerciale. Et cela à partir de cet exercice budgétaire 2019/2020. *lp*

5. Se basant sur les propos du Ministre en charge de l'agriculture et l'environnement en ce 9 avril 2019 précisant que 10, 1 % des ressources d'eau sont déjà tari au Burundi. Il est grand temps que le Gouvernement prenne les mesures conséquentes pour la protection de l'environnement plus particulièrement l'eau.

Pour accéder à un budget général de l'Etat qui répondrait aux différentes préoccupations de l'OLUCOME et de la population burundaise, l'Observatoire recommande au Parlement burundais ce qui suit :

- a . Qu'il y ait l'institution de la taxe sur fortune dans la loi de finances exercice 2019/2020 ;
- b. Que les exonérations qui ont été exécutées à plus de 600% au cours de l'exercice budgétaire 2017 soient revues à la baisse et que les coupables soient punis exemplairement ;
- c. Qu'il y ait l'institution de l'impôt sur les salaires des autorités ;
- d . Que le montant des fonds d'AMISOM et de MUNISCA de 3 milliards Fbu inscrit dans les budgets de l'Etat soit porté au montant réel de 40 milliards Fbu par an ;
- e. Que les fonds issus de minerais qui ne cessent pas d'être détournés soient mis dans la loi de finances 2019/2020 en termes d'un montant bien estimé et non erroné ;
- f. Que les contributions anticonstitutionnelles instituées illégalement par le Ministère de l'Intérieur, de la formation patriotique et du développement local et celui en charge des finances publiques soient abrogées ;
- g . Qu'il y ait la reprise des négociations entre les partenaires du Burundi et le Gouvernement du Burundi en vue de trouver des solutions sur le financement du Budget général de l'Etat qui était financé à 52% avant la crise politique de 2015 ;
- h. Qu'il y ait des nouvelles mesures pour redresser la gestion du charroi de l'Etat, la location et la construction des bâtiments publics ;
- i. Qu'il y ait une rubrique budgétaire dans la loi de finances 2019/2020 sur la protection de l'environnement plus particulièrement l'eau.

Vive le Burundi sans les serviteurs dirigeants corrompus.

Fait à Bujumbura, le 11/04/2019.

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président.

